

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**Séance du 28 septembre 2022****Objet n° 18** de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; MM. Frederic Nimal, Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mme Done Sonmez, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Claire Geraets, Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, MM. Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme Maite Bodart, M. Quentin Vanbaelen, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mmes Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, Echevin; Mmes Fatiha El Khattabi, Fatima Ben Abbou, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mme Claire Geraets, Conseiller communal.

#Objet : Règlements relatifs à l'avancement et au recrutement du personnel administratif et du personnel technique, ouvrier et de maîtrise – Stage - Dispositions transitoires - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. Un membre n'a pas voté

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu la circulaire du 28 avril 1994, Charte sociale relative à l'harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales en matière de recrutement, de promotion et de mobilité interne du personnel communal et plus particulièrement la durée du stage;

Vu ses délibérations du 21 avril 1999 établissant le règlement relatif à l'avancement du personnel administratif et du 18 novembre 1998 établissant le règlement sur le recrutement du personnel administratif;

Vu sa délibération du 27 octobre 2021 modifiant les dispositions de ces règlements relatives au stage du personnel administratif par voie de recrutement et de promotion ;

Vu ses délibérations du 15 septembre 1999 établissant le règlement relatif à l'avancement du personnel technique, ouvrier et de maîtrise et du 21 avril 1999 établissant le règlement sur le recrutement du personnel technique, ouvrier et de maîtrise;

Vu sa délibération du 27 octobre 2021 modifiant les dispositions de ces règlements relatives au stage du personnel technique, ouvrier et de maîtrise par voie de recrutement et de promotion ;

Vu sa délibération du 29 septembre 2021 relative à l'évaluation du personnel communal, en particulier les dispositions relatives à l'évaluation dans le cadre d'une nomination en stage par voie de recrutement ou de promotion ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 septembre 2022 ;

Vu l'inscription de ce point au comité de concertation Commune / CPAS du 12 septembre 2022 pour information ;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation en date du 14 septembre 2022;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20 septembre 2022;

DECIDE

A. d'insérer les dispositions transitoires suivantes dans les règlements sur l'avancement et le recrutement du personnel administratif et du personnel technique, ouvrier et de maîtrise:

1. Règlement relatif à l'avancement du personnel administratif

Dispositions transitoires applicables au personnel dont le stage a débuté avant le 1^{er} janvier 2022

- Article 16 :

L'article 5 du règlement tel que rédigé avant la modification du 27 octobre 2021 reste d'application pour les stages ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2022 : à savoir

« *Toute promotion est soumise à une période d'essai d'un an.* »

- Article 17 :

L'article 9 du règlement tel que rédigé avant la modification du 27 octobre 2021 reste d'application pour les stages ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2022, à savoir :

« *A l'expiration du stage, le chef de service établit un rapport circonstancié sur la manière de servir du stagiaire. Ce rapport est communiqué au stagiaire qui le vise et le signe.*

Le stagiaire qui s'estime lésé par les mentions du rapport peut, dans les dix jours ouvrables à compter de la date de l'apposition de son visa, ou du refus d'accomplir cette formalité, introduire une réclamation écrite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation énonce les motifs sur lesquels elle prend appui et précise si le stagiaire souhaite être entendu par l'autorité.

Elle est soumise, avec le rapport de fin de stage, au Conseil communal (ou au Collège s'il a obtenu délégation du pouvoir de nomination) qui statue par décision motivée.

Dans l'éventualité où le stagiaire est entendu par l'autorité appelée à se prononcer, il peut se faire assister par un conseil de son

choix.

Le Conseil, (ou le Collège s'il a obtenu délégation du pouvoir de nomination) peut décider de prolonger la période de stage de deux périodes de six mois au maximum. A l'issue de cette période d'essai, l'agent est promu définitivement ou recouvre son grade antérieur avec les avantages correspondants. »

2. Règlement sur le recrutement du personnel administratif

Dispositions transitoires applicables au personnel dont le stage a débuté avant le 1^{er} janvier 2022

- Article 18 :

L'article 12 – alinéas 1 et 2 du règlement tel que rédigé avant la modification du 27 octobre 2021 reste d'application pour les stages ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2022 : à savoir :

« La durée du stage est fixée uniformément, pour tous les niveaux (E à A) à un an.

Cette période peut être prolongée au maximum de deux périodes de six mois sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins. »

- Article 19 :

L'article 13 du règlement tel que rédigé avant la modification du 27 octobre 2021 reste d'application pour les stages ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2022 : à savoir

« Le chef de service établit, à l'expiration du stage, un rapport circonstancié sur la manière de servir du stagiaire. Ce rapport est communiqué au stagiaire qui le vise et le signe.

Le stagiaire qui s'estime lésé par les mentions du rapport peut, dans les dix jours ouvrables à compter de la date de l'apposition de son visa, ou du refus d'accomplir cette formalité, introduire une réclamation écrite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation énonce les motifs sur lesquels elle prend appui et précise si le stagiaire souhaite être entendu par l'autorité.

Elle est soumise, avec le rapport de fin de stage, au Conseil communal (ou au Collège s'il a obtenu délégation du pouvoir de nomination) qui statue par décision motivée.

Dans l'éventualité où le stagiaire est entendu par l'autorité appelée à se prononcer, il peut se faire assisté par un conseil de son choix. »

- Article 20 :

L'article 15 du règlement tel que rédigé avant la modification du 27 octobre 2021 reste d'application pour les stages ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2022 : à savoir :

« Le stagiaire qui ne satisfait pas aux exigences du service ou qui échoue aux épreuves de fin de stage est licencié moyennant un préavis de trois mois, soit à l'expiration du stage, soit au cours de celui-ci.

S'il avait déjà la qualité d'agent communal, il est réaffecté à son emploi précédent ou à tout autre emploi équivalent. »

3. Règlement relatif à l'avancement du personnel technique, ouvrier et de maîtrise

Dispositions transitoires applicables au personnel dont le stage a débuté avant le 1^{er} janvier 2022

- Article 16 :

L'article 5 du règlement tel que rédigé avant la modification du 27 octobre 2021 reste d'application pour les stages ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2022 : à savoir :

« Toute promotion est soumise à une période d'essai d'un an. »

- Article 17 :

L'article 9 du règlement tel que rédigé avant la modification du 27 octobre 2021 reste d'application pour les stages ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2022 : à savoir :

« A l'expiration du stage, le chef de service établit un rapport circonstancié sur la manière de servir du stagiaire. Ce rapport est communiqué au stagiaire qui le vise et le signe.

Le stagiaire qui s'estime lésé par les mentions du rapport peut, dans les dix jours ouvrables à compter de la date de l'apposition de son visa, ou du refus d'accomplir cette formalité, introduire une réclamation écrite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation énonce les motifs sur lesquels elle prend appui et précise si le stagiaire souhaite être entendu par l'autorité.

Elle est soumise, avec le rapport de fin de stage, au Conseil communal qui statue par décision motivée (ou au Collège s'il a obtenu délégation du pouvoir de nomination).

Dans l'éventualité où le stagiaire est entendu par l'autorité appelée à se prononcer, il peut se faire assister par un conseil de son choix.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, le Conseil (ou le Collège s'il a obtenu délégation du pouvoir de nomination) peut décider de prolonger la période de stage de deux périodes de six mois au maximum.

A l'issue de cette période d'essai, l'agent est promu définitivement ou recouvre son grade antérieur avec les avantages correspondants. »

4. Règlement sur le recrutement du personnel technique, ouvrier et de maîtrise

Dispositions transitoires applicables au personnel dont le stage a débuté avant le 1^{er} janvier 2022

- Article 18 :

L'article 12 – alinéas 1 et 2 du règlement tel que rédigé avant la modification du 27 octobre 2021 reste d'application pour les stages ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2022 : à savoir :

« La durée du stage est fixée uniformément pour tous les niveaux (E à A) à un an.

Cette période peut être prolongée au maximum de deux périodes de six mois sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins."

- Article 19 :

L'article 13 du règlement tel que rédigé avant la modification du 27 octobre 2021 reste d'application pour les stages ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2022 : à savoir :

« A l'expiration du stage, le chef de service établit un rapport circonstancié sur la manière de servir du stagiaire. Ce rapport est communiqué au stagiaire qui le date et le signe.

Le stagiaire qui s'estime lésé par les mentions du rapport peut, dans les dix jours ouvrables à compter de la date d'apposition de son visa, ou du refus d'accomplir cette formalité, introduire une réclamation écrite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation énonce les motifs sur lesquels elle prend appui et précise si le stagiaire souhaite être entendu par l'autorité.

*Elle est soumise, avec le rapport de fin de stage, au Conseil communal (ou au Collège des Bourgmestre et Echevins, s'il a obtenu délégation du pouvoir de nomination), qui statue par décision motivée.
Dans l'éventualité où le stagiaire est entendu par l'autorité appelée à se prononcer, il peut se faire assister par un conseil de son choix."*

- Article 20 :

L'article 15 du règlement tel que rédigé avant la modification du 27 octobre 2021 reste d'application pour les stages ayant débuté avant le 1^{er} janvier 2022 : à savoir :

« Le stagiaire qui ne satisfait pas aux exigences du service ou qui échoue aux épreuves de fin de stage est licencié moyennant un préavis de trois mois, soit à l'expiration du stage, soit au cours de celui-ci.

S'il avait déjà la qualité d'agent communal, il est réaffecté à son emploi précédent ou à tout autre emploi équivalent. »

B. La présente délibération sort ses effets à la date du 1er janvier 2022.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 28 septembre 2022.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 28 september 2022

Voorwerp nr 18 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; HH. Frederic Nimal, Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksak, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Claire Geraets, Leila Lahssaini, Leticia Sere, Lucie Petre, HH. Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mevr. Maite Bodart, H. Quentin Vanbaelen, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Sihame Haddioui, Deborah Lorenzino, Schepenen; Mevr. Fatiha El Khattabi, Fatima Ben Abbou, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Claire Geraets, Gemeenteraadslid.

#Voorwerp : Reglementen betreffende de vooruitgang en de werving van het administratief personeel en van het technisch, arbeiders- en meesterschapspersoneel – Stage - Overgangsregelingen – Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. Een lid heeft niet gestemd

Gelet op de artikels 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;
Gelet op de omzendbrief van 28 april 1994 betreffende het Sociaal Handvest - harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening van het personeel van de lokale besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de aanwerving, bevordering en interne mobiliteit van het gemeentepersoneel, en meer specifiek de duur van de stage;
Gelet op haar besluiten van 21 april 1999 houdende het reglement over de vooruitgang van het administratief personeel en van 18 november 1998 houdende het reglement betreffende de werving van het administratief personeel;
Gelet op haar besluit van 27 oktober 2021 houdende wijziging van de bepalingen van deze reglementen wat betreft de stage van het administratief personeel bij wijze van aanwerving en bevordering;
Gelet op haar besluiten van 15 september 1999 houdende het reglement betreffende de vooruitgang van het technisch, arbeiders- en meesterschapspersoneel en van 21 april 1999 houdende het reglement betreffende de werving van het technisch, arbeiders- en meesterschapspersoneel;
Gelet op haar besluit van 27 oktober 2021 houdende wijziging van de bepalingen van deze reglementen wat betreft de stage van het technisch, arbeiders- en meesterschapspersoneel bij wijze van aanwerving en bevordering;
Gelet op haar besluit van 29 september 2021 houdende de evaluatie van het Gemeentepersoneel, en meer specifiek, de beschikkingen in verband met de evaluatie in het kader van de benoeming in stage per wijze van aanwerving of per wijze van bevordering;
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 september 2022;
Gelet op de inschrijving van dit punt op de agenda van het overlegcomité Gemeente / OCMW van 12 september 2022;
Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het Bijzonder Onderhandelingscomité op datum van 14 september 2022;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 september 2022;

BESLUIT

A. de volgende overgangsregelingen in de reglementen betreffende de vooruitgang en de werving van het administratief personeel en van het technisch, arbeiders- en meesterschapspersoneel in te voegen:

1. Reglement over de vooruitgang van het administratief personeel

Overgangsregelingen van toepassing op het personeel waarvan de stage vóór 1 januari 2022 is begonnen:

- Artikel 16:

Artikel 5 van het reglement in de versie vóór de wijziging van 27 oktober 2021 blijft van toepassing voor de stages die vóór 1 januari 2022 zijn begonnen, namelijk:

"Elke bevordering wordt onderworpen aan een proefperiode van één jaar".

- Artikel 17:

Artikel 9 van het reglement in de versie vóór de wijziging van 27 oktober 2021 blijft van toepassing voor de stages die vóór 1 januari 2022 zijn begonnen, namelijk:

"Op het einde van de stageperiode stelt de dienstchef een gedetailleerd verslag op over de manier van dienen van de stagiair. Dit verslag wordt voorgelegd aan de stagiair die het dagtekent en ondertekent.

De stagiair die zich benadeeld voelt door de vermeldingen in het verslag mag, binnen de tien werkdagen vanaf de datum van de plaatsing van zijn visum of van zijn weigering tot vervulling van de formaliteit, een schriftelijke klacht indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen.

De klacht vermeldt de motieven waarop zij steunt en preciseert of de stagiair door de overheid wenst gehoord te worden.

Zij wordt samen met het eindverslag van de stage aan de Gemeenteraad (of aan het College van Burgemeester en Schepenen, indien

het volmacht verkregen heeft om over te gaan tot de benoeming) voorgelegd die bij gemotiveerde beslissing uitspraak doet. In de veronderstelling dat de stagiair wordt verhoord door de overheid die uitspraak moet doen, kan hij zich laten bijstaan door een raadsman van zijn keuze.

De Gemeenteraad (of het College van Burgemeester en Schepenen, indien het volmacht verkregen heeft om over te gaan tot de benoeming) mag besluiten de stageperiode met twee periodes van zes maanden maximum te verlengen. Op het einde van de proefperiode, wordt de beambte definitief bevorderd of behoudt zijn vorige graad met de overeenstemmende voordelen."

2. Reglement betreffende de werving van het administratief personeel

Overgangsregelingen van toepassing op het personeel waarvan de stage vóór 1 januari 2022 is begonnen:

- Artikel 18:

Artikel 12 - alinea 1 en 2 van het reglement in de versie vóór de wijziging van 27 oktober 2021 blijft van toepassing voor de stages die vóór 1 januari 2022 zijn begonnen, namelijk:

"De duur van de stage wordt gelijkmatig voor alle niveaus (E tot A) op één jaar vastgesteld.

Deze periode kan maximum met twee periodes van zes maanden op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen verlengd worden."

- Artikel 19:

Artikel 13 van het reglement in de versie vóór de wijziging van 27 oktober 2021 blijft van toepassing voor de stages die vóór 1 januari 2022 zijn begonnen, namelijk: "

"De dienstchef stelt op het einde van de stageperiode een gedetailleerd verslag op over de manier van dienen van de stagiair. Dit verslag wordt voorgelegd aan de stagiair die het dagtekent en ondertekent.

De stagiair die zich benadeeld voelt door de vermeldingen in het verslag mag, binnen de tien werkdagen vanaf de datum van de plaatsing van zijn visum of van zijn weigering tot vervulling van de formaliteit, een schriftelijke klacht indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen.

De klacht vermeldt de motieven waarop zij steunt en preciseert of de stagiair door de overheid wenst verhoord te worden.

Zij wordt samen met het eindverslag van de stage aan de Gemeenteraad (of aan het College van Burgemeester en Schepenen, indien het volmacht verkregen heeft om over te gaan tot de benoeming) voorgelegd die bij gemotiveerde beslissing uitspraak doet.

In de veronderstelling dat de stagiair wordt verhoord door de overheid die uitspraak moet doen, kan hij zich laten bijstaan door een raadsman van zijn keuze."

- Artikel 20:

Artikel 15 van het reglement in de versie vóór de wijziging van 27 oktober 2021 blijft van toepassing voor de stages die vóór 1 januari 2022 zijn begonnen, namelijk: "

"De stagiair die niet voldoet aan de vereisten van de dienst of die niet geslaagd is voor de eindstageproeven wordt ontslagen met een opzegtermijn van drie maand, hetzij op het einde van de stageperiode, hetzij tijdens deze laatste.

Indien hij reeds de hoedanigheid van gemeentepersoneelslid bezat, wordt hij opnieuw tewerkgesteld in zijn vorig ambt of in elk ander gelijkwaardig ambt."

3. Reglement betreffende de vooruitgang van het technisch, arbeiders- en meesterschapspersoneel

Overgangsregelingen van toepassing op het personeel waarvan de stage vóór 1 januari 2022 is begonnen:

- Artikel 16:

Artikel 5 van het reglement in de versie vóór de wijziging van 27 oktober 2021 blijft van toepassing voor de stages die vóór 1 januari 2022 zijn begonnen, namelijk: "

"Elke bevordering wordt onderworpen aan een proefperiode van één jaar."

- Artikel 17:

Artikel 9 van het reglement in de versie vóór de wijziging van 27 oktober 2021 blijft van toepassing voor de stages die vóór 1 januari 2022 zijn begonnen, namelijk: "

"Op het einde van de stageperiode stelt de dienstchef een gedetailleerd verslag op over de manier van dienen van de stagiair. Dit verslag wordt voorgelegd aan de stagiair die het dagtekent en ondertekent.

De stagiair die zich benadeeld voelt door de vermeldingen in het verslag mag, binnen de tien werkdagen vanaf de datum van de plaatsing van zijn visum of van zijn weigering tot vervulling van deze formaliteit, een schriftelijke klacht indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen.

De klacht vermeldt de motieven waarop zij steunt en preciseert of de stagiair door de overheid wenst verhoord te worden.

Zij wordt samen met het eindverslag van de stage aan de Gemeenteraad of aan het College van Burgemeester en Schepenen, indien het volmacht verkregen heeft om over te gaan tot de benoeming) die bij gemotiveerde beslissing uitspraak doet.

In de veronderstelling dat de stagiair wordt verhoord door de overheid die uitspraak moet doen, kan hij zich laten bijstaan door een raadsman van zijn keuze.

De Gemeenteraad (of het College van Burgemeester en Schepenen, indien het volmacht verkregen heeft om over te gaan tot de benoeming) mag, op voorstel van het college van burgemeester en schepenen, besluiten de stageperiode met twee periodes van zes maanden maximum te verlengen.

Op het einde van deze proefperiode, wordt de beambte definitief bevorderd of behoudt hij zijn vorige graad met de overeenstemmende voordelen."

4. Reglement betreffende de werving van het technisch, arbeiders- en meesterschapspersoneel

Overgangsregelingen van toepassing op het personeel waarvan de stage vóór 1 januari 2022 is begonnen:

- Artikel 18:

Artikel 12 - alinea 1 en 2 van het reglement in de versie vóór de wijziging van 27 oktober 2021 blijft van toepassing voor de stages die vóór 1 januari 2022 zijn begonnen, namelijk: "

"De duur van de stage wordt gelijkmatig voor alle niveaus (E tot A) op één jaar vastgesteld.

Deze periode kan maximum met twee periodes van zes maanden op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen worden verlengd."

- Artikel 19:

Artikel 13 van het reglement in de versie vóór de wijziging van 27 oktober 2021 blijft van toepassing voor de stages die vóór 1

januari 2022 zijn begonnen, namelijk: "

"Op het einde van de stageperiode stelt de dienstchef een gedetailleerd verslag op over de manier van dienen van de stagiair: Dit verslag wordt voorgelegd aan de stagiair die het dagtekent en ondertekent.

De stagiair die zich benadeeld voelt door de vermeldingen in het verslag mag, binnen de tien werkdagen vanaf de datum van de plaatsing van zijn visum of van zijn weigering tot vervulling van de formaliteit, een schriftelijke klacht indienen bij het Collège van Burgemeester en Schepenen.

De klacht vermeldt de motieven waarop zij steunt en preciseert of de stagiair door de overheid wenst verhoord te worden.

Zij wordt samen met het eindverslag van de stage aan de Gemeenteraad voorgelegd (of aan het College van Burgemeester en Schepenen, indien het volmacht verkregen heeft om over te gaan tot de benoeming) die bij gemotiveerde beslissing uitspraak doet. In de veronderstelling dat de stagiair wordt verhoord door de overheid die uitspraak moet doen, kan hij zich laten bijstaan door een raadsman van zijn keuze."

Artikel 20:

Artikel 15 van het reglement in de versie vóór de wijziging van 27 oktober 2021 blijft van toepassing voor de stages die vóór 1 januari 2022 zijn begonnen, namelijk: "

"De stagiair die niet voldoet aan de vereisten van de dienst of die voor de eindstage proeven niet geslaagd is, wordt ontslagen met een opzegtermijn van drie maand, hetzij op het einde van de stageperiode, hetzij tijdens deze laatste.

Indien hij reeds de hoedanigheid van gemeentepersoneelslid bezat, wordt hij opnieuw tewerkgesteld in zijn vorig ambt of in elk ander gelijkwaardig ambt."

B. Onderhavig besluit treedt in werking op datum van 1 januari 2022.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 28 september 2022.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wvd Burgemeester-Voorzitter,



Cécile JODOGNE